

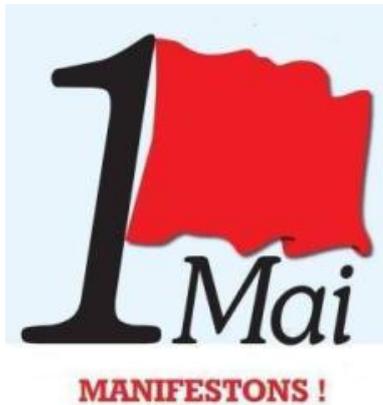
Toutes et tous ensemble contre l'austérité et le Pacte de responsabilité, pour le progrès social et le partage des richesses



Union Syndicale
Solidaires

Organisations appelant à la manifestation :

Ensemble, NPA, PCF, PG, ATTAC, Copernic, Université Populaire, Coordination des Intermittents et Précaires de Midi- Pyrénées, Act Up Sud Ouest, DAL, RESF, Mutami, Collectif de défense de l'Hôpital Public, Marche Mondiale des femmes, MRAP, Comité 31 du mouvement de la paix..



Depuis de longs mois, les salariés, les retraités, précaires se mobilisent. Dans les entreprises, les localités pour sauvegarder l'emploi, les salaires, les acquis sociaux, notre système solidaire de protection sociale.

Ces luttes et ces résistances ont permis que les syndicats de transformation sociale se rassemblent et proposent aux associations, aux forces progressistes de s'unir pour permettre l'expression massive des exigences du monde du travail.

Le premier mai 2014 doit-être l'occasion d'exiger d'en finir avec l'austérité, pour gagner l'égalité et le partage des richesses.

Aucune leçon n'a été tirée de l'élection municipale de 2014. Nous aurions dû assister à une réorientation de la politique gouvernementale en particulier sur le terrain des finances publiques et de l'emploi. Au contraire le message envoyé conforte le Medef et les forces les plus réactionnaires, avec un risque de radicalisation et de percée de la droite ultralibérale ou fascisante.

Pas un mot sur le coût du capital ou sur la répartition égalitaire des richesses produites, pas une phrase sur l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits. Le gouvernement VALLS n'a pas la confiance des salariés.

La décentralisation avec le projet de disparition des conseils généraux, la fusion des régions et l'abandon de la clause de compétence générale, pourtant condamnée par les parlementaires PS sous le gouvernement Sarkozy est remis à l'ordre du jour et amplifiée. Cela aurait pour conséquences l'éloignement des lieux de décisions des citoyens et la remise en cause des services publics de proximité mais aussi des politiques de solidarité. C'est une véritable menace pour la démocratie.

Nous appelons tous les haut-garonnais à faire du 1^{er} mai, une grande journée de mobilisation et d'action en manifestant massivement pour réclamer des mesures immédiates qui répondent aux besoins économiques et sociaux de création d'emplois, d'augmentation générale des salaires et des minimas sociaux. C'est cela qui redonnera confiance au monde du travail !

Nombreux et déterminés faisons de ce 1^{er} mai et des prochaines mobilisations les bases d'un mouvement social de grande ampleur capable d'imposer le progrès social pour satisfaire les revendications.

A Toulouse comme partout en France et dans le monde les mobilisations du 1^{er} mai doivent aussi permettre l'expression de notre solidarité internationale et notre exigence d'un monde plus juste et de paix.

L'austérité pour le monde du travail, l'argent public pour les patrons, ça suffit !

Alors que l'austérité s'amplifie, les patrons se frottent les mains.

La loi de «sécurisation de l'emploi» a introduit le chantage à l'emploi, La dernière «réforme» des retraites a amplifié les injustices des précédentes et va paupériser un peu plus les retraités, en particulier les femmes.

Le seul objectif : financer toujours plus le coût du capital. Le Medef et le gouvernement s'en prennent à présent aux cotisations de la Sécurité Sociale.

Jeudi 1^{er} mai 2014

**Manifestation interprofessionnelle unitaire
10h30 place Esquirol à Toulouse**

- augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, un SMIC à 2170 € brut dès la première embauche sans qualification, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes,
- des garanties collectives pour le maintien et la création d'emplois pérennes, une protection sociale solidaire renforcée, assise sur les cotisations sociales, la défense et le développement de services publics de qualité,
- l'arrêt des licenciements "boursiers", des plans sociaux, des délocalisations.
- L'abandon de l'accord Unedic, le gouvernement ne doit pas donner son agreement